

Aucune personne ni aucun groupe ne possède toutes les solutions et nous ne prétendons pas les avoir. Cependant, le gouvernement est disposé à collaborer avec les entreprises, les syndicats et les travailleurs pour créer de véritables possibilités d'emploi.

Si tout le monde manifeste de la bonne volonté et de la détermination, nous viendrons à bout de la récession et nous trouverons des emplois permanents pour les Canadiens de toutes les régions, y compris Terre-Neuve et St. John's-Ouest.

[Français]

M. René Canuel (Matapédia—Matane): Madame la Présidente, j'ai écouté avec beaucoup d'attention ma collègue députée. Je viens du Québec et elle vient d'une autre province. Étant critique des ressources naturelles dans l'opposition officielle, je reçois des appels téléphoniques des Maritimes, tout particulièrement du Nouveau-Brunswick, des gens en foresterie, en agriculture qui nous disent: «Il va falloir nous aider».

Si le programme du Parti libéral était si bien que ça, je recevrais probablement pas mal moins d'appels. Ils me disent et je les cite: «Il y a des coupures dans les services sociaux, dans les programmes, coupures dans l'assurance-chômage, coupures dans les soins de santé et particulièrement en foresterie et en agriculture». Mais il y a très peu de choses pour les PME.

Ma collègue répète, avec raison et à juste titre, qu'il y a quand même un effort au niveau des infrastructures, il faut tout de même le reconnaître, et je le fais. Mais on le répète et je ne veux pas le répéter 20 fois. Ce printemps, cet été ou à l'automne, ça va fonctionner et je les en remercie. Sauf qu'après, quel sera l'avenir, madame la Présidente, dans les programmes fédéraux pour la jeunesse? C'est quoi l'avenir pour les PME? C'est quoi l'avenir pour les agriculteurs et agricultrices, pour les forestiers et forestières? Je pose la question à la députée et j'aimerais qu'elle me dise quel est l'avenir pour tous ces gens-là?

[Traduction]

Mme Payne: Madame la Présidente, je remercie le député pour sa question, mais je ne suis pas sûre qu'il sache que je viens de Terre-Neuve et non du Nouveau-Brunswick. Naturellement, le député n'est pas sans savoir que la province de Terre-Neuve est davantage touchée par la crise que traverse le secteur des pêches que par n'importe quel autre problème.

Par contre, les problèmes que connaissent le secteur agricole et l'industrie forestière touchent également Terre-Neuve, mais pas autant.

Toutefois, je voudrais rappeler au député que le programme d'infrastructure annoncé par notre gouvernement a été fort bien accueilli dans ma circonscription et, comme je l'ai dit un peu plus tôt, les habitants de St. John's-Ouest ne peuvent se permettre d'attendre la mise sur pied de ce programme, car le taux de chômage dans ma région est très élevé à cause de la crise dans le secteur des pêches et d'autres problèmes.

Nous attendons certainement avec impatience la création de ces programmes, car à ce stade-ci, même la création d'emplois à

Les crédits

court terme aurait de quoi nous réjouir. Cependant, ce programme n'est pas conçu pour créer uniquement des emplois à court terme. Il vise aussi à relancer l'économie afin que les entreprises puissent, à leur tour, créer des emplois, ceux-là à long terme.

[Français]

M. Benoît Sauvageau (Terrebonne): Madame la Présidente, je voudrais, en commençant mon commentaire, pour la gouverne de mon honorable consoeur de la Chambre, lui faire part d'une citation venant de son discours: «Le gouvernement ne peut pas tout faire dans la création d'emploi.» Que c'est beau! Mais on est d'accord par contre et on doit se dire que le gouvernement ne doit pas rien faire. Présentement, c'est ce qu'on voit.

Le principe d'infrastructure tel que démontré par le gouvernement libéral, c'est que souvent, il se rapporte à l'époque de Trudeau, mais des fois, ils vont encore plus loin dans leur amnésie. Cette recette de restructuration de l'économie date des années 1930 avec la grande crise, où on a mis en place un programme d'infrastructures. Je pense que la société a évolué. Je pense aussi que l'économie a évolué et j'espère que les libéraux ont évolué au même rythme.

• (1630)

Utiliser un programme d'infrastructure comme celui-là, c'est épouvantable, et je vais vous donner un exemple. Je ne sais pas si les gens de votre comté ont compris cela. Je parle d'une municipalité de mon comté, Repentigny, où avant de recevoir un seul sou du programme d'infrastructure la municipalité va devoir emprunter six millions pour mettre en place le programme d'infrastructure. Et après avoir emprunté six millions—et je ne parle pas de Montréal, je parle d'une petite municipalité de mon comté, une ville ordinaire de 50 000 habitants—la municipalité pourra obtenir le tiers du programme d'infrastructure qui leur revient. Combien cela coûtera-t-il en intérêt? Combien cela coûtera-t-il en augmentation de taxes des contribuables? Et combien de temps le programme durera-t-il?

Je m'excuse, madame la Présidente, mais je trouve honteux de présenter un programme comme celui-là qu'on dit créateur d'emplois et de n'avoir rien d'autre à présenter.

[Traduction]

Mme Payne: Madame la Présidente, je ne suis pas sûre que le député m'ait posé une question. Il s'agit plus d'une observation que d'une question. Néanmoins, je comprends le problème que signale le député. J'imagine que certaines localités ne seront pas en mesure de tirer profit du programme d'infrastructure.

Toutefois, j'ai visité chacune des localités de ma circonscription, du moins j'ai parlé aux autorités municipales de toutes les localités de ma circonscription au cours des deux dernières semaines. Nous avons élaboré un plan selon lequel à peu près toutes les localités pourront profiter du programme d'infrastructure.

Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'exceptions. Il y en a sûrement. Cependant, je crois que, avec un peu d'ingéniosité et d'imagination, presque toutes les localités de ma circonscription pourront d'une façon ou d'une autre profiter de ce programme.